

## Hollande et Sarkozy, les desperados de la République



Les deux favoris des faiseurs d'opinion, Manuel Valls et Alain Juppé, vont être confrontés aux calculs retors du président de la République et du probable futur chef du principal parti d'opposition, Messieurs Hollande et Sarkozy.

Avec Serge  
Federbusch

### 1 - Les hommes par qui le scandale va arriver

Pauvre président. Il n'est plus soutenu que par quelques pelé(e)s, tondu(e)s et barbu(e)s dont la réunion ne forme même pas 5 % de la communauté nationale. Son Premier ministre l'attend au tournant et son ancien responsable du développement productif suit des cours de gestion en langue anglaise chez des ultra-libéraux bellifontains pour apprendre à le remplacer.

**Les médias ont déjà écrit leur scénario.** D'une part, les Français sont priés d'attendre docilement 2017 pour remplacer les incompetents d'aujourd'hui par d'autres inaptes qui seront autant de nouvelles cibles faciles pour faire vendre du papier. D'autre part, le deuxième tour de l'élection présidentielle opposera Monsieur Juppé, KO en 1997 à Monsieur Valls, bientôt KO en 2015. Peu importe le vainqueur pourvu que les subventions à la presse soient sanctuarisées. Au passage, Messieurs Hollande et Sarkozy, les finalistes de 2012, sont déclarés *has been*.

#### Mais il y a un mais.

Moi-encore-président dispose de quelques pouvoirs constitutionnels, d'un inextinguible besoin de se venger des humiliations et de l'espoir fou de faire la nique à tous ceux qui le méprisent aujourd'hui. Pour cela, il pourrait décider d'un referendum qui sèmerait le chaos dans le débat public et rebattrait les cartes. Hélas pour lui, toute question posée au peuple français aurait aujourd'hui pour réponse un non franc et massif. François Hollande demanderait à ses concitoyens s'ils veulent le beau temps en permanence, ce serait "niet".

Mais ce président qui fut normal n'a pas dit son dernier mot. Pour avoir la moindre chance d'être réélu, il lui faut agir avant la mi-2016. Des primaires à gauche tourneraient en effet à sa confusion immédiate. La seule solution est donc de provoquer une dissolution auparavant. Mais attention ! Il ne faut pas qu'elle donne de résultats tranchés au bénéfice d'une droite qui risquerait de refuser la cohabitation. Pour cela, une bonne dose de proportionnelle, si le Conseil constitutionnel l'entérine, associée à des triangulaires généralisées, devrait rendre le parlement ingouvernable et par conséquent replacer un président discrédité au centre du jeu politique. Plus que jamais, Hollande a besoin du Front national pour s'en sortir. Le desperado de l'Elysée sera bientôt le premier opposant au système.

---

Il sera aidé par un autre paria médiatique : son prédécesseur en titre. Nicolas Sarkozy est, lui aussi, enterré par la presse avant l'heure. Pas plus que François Hollande, il n'a intérêt à attendre l'organisation de primaires où il serait trucidé par une foule grégaire d'électeurs votant Juppé. Si une dissolution intervient avant, son statut de président de l'UMP lui permettra de revendiquer un rôle de chef naturel de l'opposition et de déclarer les primaires inutiles.

Seul problème : contrairement à Hollande, il n'aura guère intérêt à la cohabitation qui l'affaiblirait avant 2017. Bref, les deux favoris des faiseurs d'opinion, Messieurs Valls et Juppé, vont être confrontés aux calculs retors du président de la République et du chef du principal parti d'opposition, Messieurs Hollande et Sarkozy. Ces derniers seront fortement incités à semer une pagaille qui décevra les espoirs du système médiatico-oligarchique.

Quand un appareil d'Etat est dirigé par des gens qui ont intérêt au désordre, on peut facilement prévoir que ce dernier triomphera ...

## 2 - Etranger, passe ton chemin

La Chambre de commerce franco-américaine est atterrée : **les investisseurs yankees ne veulent plus venir en France, pays qui ne sait désormais répondre aux problèmes que par la bureaucratie et les taxes. Alors que 56% en avaient une "perception positive" en 2011, ils ne sont plus que 12% à la préférer à d'autres destinations d'investissement.**

Au même moment, toutes celles et ceux, résidents étrangers en premier lieu, qui auraient l'envie de posséder en France une résidence secondaire dans des zones dites "tendues" riquent d'être ratiboisés par une surtaxe de 20 % sur leur habitation. Hidalgo va être contente, elle qui ne sait plus comment faire pour colmater les trous budgétaires béants laissés par Delanoë. On fait semblant de baisser les dépenses en réduisant les transferts financiers aux mairies puis on autorise ces dernières à augmenter la pression fiscale tout en déclarant qu'on ne crée pas de nouveaux impôts ! Il va falloir d'urgence trouver une traduction anglaise, arabe, italienne, allemande ou russe pour le mot enfumage.

**N'oublions pas, non plus, les contorsions juridiques que le gouvernement envisage pour ne pas payer ce qu'il doit à Ecomouv', société italienne, pour prix de sa lâcheté dans l'abandon de l'écotaxe.** La parole et la signature de la France sont à ce point dévaluées qu'on signale déjà des candidats étrangers à des marchés publics, des concessions ou des partenariats publics-privés se retirant sur la pointe des pieds.

Concluons enfin par la vendetta dont a été victime le directeur général de Sanofi, Christian Viehbacher. *"(Il) a commis le péché mortel d'être insuffisamment français, au sens conservateur, et un peu trop entrepreneur dans l'âme. Le conseil (d'administration) aura du mal à recruter un dirigeant de classe mondiale"*, a expliqué Erik Gordon, professeur à l'Université du Michigan.

Comme l'écrit mon ami Olivier Feutry : *"En somme, trop créateur de richesses, pas assez patron franchouillard avec son réseau de hauts fonctionnaires et d'oligarques intimement liés à quelques figures politiques. Crime de lèse majesté, ce néerlandais avait décidé d'habiter ... Boston aux Etats-Unis ! Et qui était à la manoeuvre pour cette basse besogne d'éviction ? Un certain Serge Weinberg, énarque de profession, courtisan, homme lige de l'oligarque Pinault ... et patron non exécutif pour l'occasion du groupe pharmaceutique."*

Dans les temps de crise, le réflexe du repli sur soi est bien connu. Bilan de ces gesticulations fiscales et diplomatiques : isolement et appauvrissement, les valeurs indépassables du socialisme.

## 3 - Je ne suis Bruxelles que vous croyez

La semaine dernière, la Commission européenne faisait d'acrobatiques raisonnements pour éviter de retoquer le projet de loi de finances français en prêtant foi à ses prévisions de recettes farfelues.

Cette semaine, Bruxelles déclare pourtant que l'an prochain Paris n'a aucune chance de respecter ses objectifs de déficit public. Ce à quoi Hollande réplique d'un coup de menton : *"Ce ne sont pas les prévisions qui doivent changer nos politiques, ce sont nos politiques qui doivent changer les prévisions."* Etrange spectacle que celui d'un président adepte du surplace qui soudain prétend commander aux cycles économiques.

Cette provocation finira-t-elle par convaincre la Commission et la BCE qu'il n'y a vraiment rien à espérer en ménageant le gouvernement français ? Hollande est-il grisé par la couardise bruxelloise ? Cherche-t-il l'affrontement au plus vite pour précipiter une crise qu'il sait inéluctable et qui sinon surviendrait trop près de la fin de son mandat ?

Avec de tels olibrius, on finit par se perdre en conjectures...

A lire de l'auteur de cet article : ["Français, prêts pour votre prochaine révolution ?"](#), de Serge Federbusch, publié chez [Ixelles](#), 2014. Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

